

« Nous devons (ré)apprendre à vivre ensemble »

La parution du dernier ouvrage de François Dubet, *La Préférence pour l'inégalité*, a été l'occasion d'une rencontre entre H&L et un sociologue dont les travaux font écho avec les réflexions et débats de la LDH: fragmentation sociale, enfermements communautaires, dérives démocratiques...

Jean-François Mignard (rédacteur en chef d'H&L): *La dimension de la citoyenneté, référence importante pour la LDH, n'est pratiquement pas évoquée dans votre livre. Pourrions-nous l'évoquer rapidement ?*

François Dubet: Dans notre tradition historique française, la citoyenneté est d'abord du registre du Politique, et ce d'une façon limitative. Construite en référence aux droits de l'Homme dans une optique universaliste, elle est présentée et vécue de façon abstraite, et nous nous attachons à des principes généraux appartenant à un imaginaire partagé. Autre caractéristique importante, elle s'entend, dans notre pays, comme élément d'appartenance à une société incarnée et vécue par sa dimension nationale, constituée par l'intégration d'une culture, d'une économie nationales et d'une souveraineté politique, le tout donnant une place centrale à l'Etat et ses institutions.

Cet ensemble, mettant en rapport citoyenneté, principes généraux et droits, a trouvé sa formule explicite au début du XX^e siècle, mais est vécu aujourd'hui comme la dissociation entre les principes énoncés et la réalité vécue. Les promesses d'égalité de traitement, d'appartenance sociale et de sécurité économique attachées à l'Etat-nation, tel qu'il s'est construit au cours des années de croissance, peinent à être tenues et témoignent d'un épuisement du système d'intégration sociale sur lequel nous avons vécu durant cette époque.

Ces représentations et modèles intellectuels nécessitent, à

notre époque, que nous leur retrouvions un sens et un intérêt commun qui les fondent, en reconstruisant une solidarité rationnelle au-delà des seuls discours. Cela se peut, par le jeu des expériences partagées, dans le cadre d'une société ouverte et plurielle.

J.-F. M.: *Au regard de la thématique de la crise des solidarités et plus largement de la fragmentation sociale liée à ce que vous identifiez comme l'épuisement des modèles d'intégration, il paraît difficile de ne pas évoquer les événements que nous avons vécus il y a quelques mois et de ne pas s'interroger sur l'« après-Charlie »...*

F. D.: Il semble que les perspectives à ouvrir après ces événements, mais aussi de façon plus générale, renvoient à nos capacités à (ré)apprendre à vivre ensemble, à fabriquer de nouvelles formes de lien social.

Alors que nous paraissions être à la peine de ce point de vue, nous pouvons constater qu'ailleurs, dans d'autres pays, un processus de ce type est à l'œuvre. Au Québec, les acteurs sociaux sont mobilisés au quotidien pour élaborer des formes d'interactions et d'ajustements sociaux dynamiques conjuguant solidarité et diversité, qui se refondent par l'expérience concrète de la cohabitation et du vivre ensemble. C'est le cas également plus près de chez nous, en Allemagne ou en Hollande. De façon un peu provocatrice, on pourrait même faire référence au référendum organisé en Suisse sur l'accueil des immigrés qui, s'il a donné

lieu à des prises de position et des discours tout à fait contestables, a été l'occasion de débats et d'engagements collectifs entre citoyens interrogeant leurs valeurs, en lieu et place d'un silence politique opaque ou d'une simple décision verticale venant d'en haut.

De façon générale, il s'agit de dépasser la seule verticalité républicaine descendante et autoritaire sur un mode *top-down*, pour nous engager dans des expériences de constructions sociales et politiques sur un registre ascendant de type *bottom-up*. Ces dernières doivent laisser une importante marge de manœuvre et de négociation aux acteurs sociaux sur les terrains, à partir de leurs expériences vécues et de compétences implicites qu'il s'agit d'accompagner.

Cela concerne par exemple la façon dont se vit et se promeut une laïcité « à la française », qui ne saurait se limiter à une simple accumulation d'interdits visant à abolir les différences culturelles ou culturelles. Elle devrait davantage consister en un cadre réglementaire permettant la construction partagée et négociée de modalités de vie et de systèmes de valeurs, assez proche d'ailleurs de sa conception initiale.

Pour rester dans le sujet concernant la jeunesse, et donc l'institution scolaire, toutes les approches des réalisations de terrain montrent que ce sont des fonctionnements de ce type qui ont fait réellement leurs preuves. En effet, l'établissement scolaire doit pouvoir fonctionner comme une communauté disposant d'une autonomie relative, au

sein de laquelle s'expérimentent des tâtonnements partagés, certes encadrés par les adultes, mais aussi largement ouverts à l'inventivité et à la mobilisation des acteurs. Ils doivent permettre une expérience concrète de vie commune et de travail sur nos similitudes et nos différences. Il s'agit, dans ce cadre, de contribuer à construire des sujets qui ne soient plus de simples usagers anonymes, mais des acteurs singuliers et solidaires.

A cet égard, le débat actuel sur la réforme du collège indique bien que les lignes de partage de partisans et opposants ne recourent pas toujours celles qui distinguent traditionnellement les positions de la droite de celles de la gauche. En effet, une bonne partie de cette dernière reste muette ou discrète quant au constat que l'on peut faire à propos des phénomènes d'amplification des inégalités

sociales par le fonctionnement de l'institution scolaire tel que nous le connaissons.

J.-F. M. : *Cette nécessité à la fois de reconstruction de la solidarité et de renouvellement des pratiques démocratiques, évoquée dans votre ouvrage, ouvre-t-elle des perspectives quant au rôle joué par la société civile ?*

F. D. : Notre pays se caractérise par une faiblesse du mouvement syndical, en dehors de la fonction publique où il constitue un interlocuteur privilégié de l'exécutif, ce qui représente un sérieux handicap quant aux capacités d'action de la société civile. Ceci est aggravé par une tradition qui veut que nous soyons prioritairement attachés aux capacités d'action de l'Etat et de ses institutions, dans le cadre d'une démocratie représentative qui a du mal à renouveler pratiques et personnes, ce

« L'établissement scolaire doit pouvoir fonctionner comme une communauté disposant d'une autonomie relative. Il s'agit de contribuer à construire des sujets qui ne soient plus de simples usagers anonymes, mais des acteurs singuliers et solidaires. »



qui alimente d'ailleurs un fort sentiment de méfiance à son égard et un retrait croissant de l'électorat.

Nous assistons pourtant à des phénomènes de mobilisation qui, s'ils ne sont pas exempts de tout corporatisme ou peuvent être porteurs de particularisme enfermant, témoignent d'une



La Préférence pour l'inégalité - Comprendre la crise des solidarités, coédition Seuil / La République des idées, septembre 2014, 11,80 €.

La Préférence pour l'inégalité, ouvrage dérangeant mais

Se lancer dans la lecture d'un ouvrage de François Dubet se révèle généralement être une décision qui ouvre à des perspectives de réflexion assorties de dérangeantes interrogations. En effet, le sociologue est un pratiquant confirmé de la remise en question et de la déconstruction, souvent sur le mode caustique, de représentations et d'opinions qui installent celles et ceux qui en sont porteurs dans des convictions rassurantes, quand ce n'est pas de la bien-pensance. L'auteur a consacré ces dernières années une part importante de ses travaux et de sa réflexion aux questions liées au fonctionnement des institutions liées à l'Etat et à la crise de légitimité qu'elles connaissent, l'école au premier chef. Plus largement, il n'a jamais cessé, à partir de longues explorations de terrain et au contact des protagonistes, d'observer la réalité et la formes que prennent les phénomènes de distribution des chances permettant d'occuper des places dans l'espace social, et, ce faisant, les processus de fabrication de discriminations et d'inégalités de traitement. Dans ce cadre, il s'est particulièrement attaché à

donner de l'intelligibilité aux écarts constatés, à ces occasions, entre les pratiques et comportements des acteurs et les discours et doxas explicitement formulés, ou pétitions de principe censées les guider dans leurs stratégies à l'œuvre dans l'espace social. Ce livre s'ouvre sur un constat difficilement évitable : après une période de croissance continue marquée par une croissance des égalités, s'appuyant dans notre pays sur le développement de la société salariale et les protections apportées par l'Etat social, la montée des inégalités s'est installée. Elle touche particulièrement les deux bouts du spectre social : les plus riches et les plus pauvres, sans qu'il n'y ait de réaction à la hauteur de ce déni de ce qui constitue une valeur clé de notre pacte social.

La perte du lien de fraternité

Qu'est-ce qui explique que nous ne nous révoltons pas contre une société qui a vu s'accroître les inégalités sociales au point qu'aujourd'hui, 50% des Français les plus pauvres se partagent 4% du capital national, alors que les 1% les plus riches s'en partagent 62% ? Pourquoi



© MARC WATHIEU, LICENCE CC

vitalité d'acteurs sociaux qui représentent un potentiel social de changement de pratiques qui reste à concrétiser. Je pense, par exemple, à ce qui est du phénomène « zadiste » qui s'est illustré à Sivens, à Notre-Dame-des-Landes ou ailleurs. Faisons référence également, même si le contenu des mobilisations peut

paraître de prime abord contestable, aux initiatives massives qui ont été prises par les « Bonnets rouges » ou les médecins, à propos de la généralisation du tiers payant.

Ces mobilisations collectives doivent pouvoir trouver place et alimenter des espaces d'échanges, des « scènes démocratiques » permettant la mise en place effective, à côté d'une démocratie délégative renouvelée, de formes de démocratie directe donnant un pouvoir reconnu aux acteurs, de façon décentralisée, au niveau où les questions se posent et où les personnes concernées peuvent débattre et agir. ●

cratiques » permettant la mise en place effective, à côté d'une démocratie délégative renouvelée, de formes de démocratie directe donnant un pouvoir reconnu aux acteurs, de façon décentralisée, au niveau où les questions se posent et où les personnes concernées peuvent débattre et agir. ●

Les promesses d'égalité de traitement, d'appartenance sociale et de sécurité économique attachées à l'Etat-nation, tel qu'il s'est construit au cours des années de croissance, peinent à être tenues et témoignent d'un épuisement du système d'intégration sociale sur lequel nous avons vécu durant cette époque.

nécessaire

une telle apathie politique, alors que le retour de la rente et du patrimoine se combine avec un creusement des inégalités de salaires, et que les écarts grandissants entre les conditions de vie conduisent à une fragmentation sociale qui voit des groupes sociaux s'éloigner les uns des autres? Pire, comment comprendre que loin d'entraîner des phénomènes d'empathie et de solidarité à l'égard de ceux qui sont victimes, se nourrit à leur égard un sentiment de méfiance et d'exclusion qui tend à devenir dominant? Ne se contentant pas d'explications seulement référées aux dimensions économiques ou liées à la crise financière que nous traversons, l'auteur fait l'hypothèse qu'au-delà d'affirmations vertueuses sur le principe d'égalité, nous avons perdu le lien de fraternité, préalable nécessaire au désir d'égalité de tous.

En à peine plus d'une centaine de pages, on trouvera un état des lieux des éléments fondant cette hypothèse, montrant comment les inégalités de classes homogènes et solidaires se sont diffractées en une multitude de petites inégalités, et donc de petits avantages minant les réflexes de solidarité qui ont pu marquer d'autres époques.

A cet égard, l'analyse critique du « marché scolaire » qui, sous couvert d'un « élitisme républicain », s'avère sans pitié pour les perdants, est révélateur des tendances aux replis individuels ou affinitaires qui marquent notre époque. François Dubet s'attache à démontrer dans un langage clair, mais toujours référé au plan théorique, comment nous avons glissé d'une société fondée sur la référence à la nation, et régulée par un Etat surplombant mais protecteur et producteur de solidarités, à une situation sociale plus complexe et labile devant être en capacité de coproduire le « vivre ensemble ». Ce passage de l'« intégration » à la « cohésion » nécessite un renouveau des pratiques politiques dans le sens d'un élargissement de la démocratie et de la diversification de ses formes de pratiques, ainsi que d'une refondation des institutions laissant plus de place à ses acteurs, espaces permettant de vivre l'expérience de ce que nous avons en commun pour refonder nos différences. C'est ce qui constitue l'ouverture finale de ce petit ouvrage décapant... et indispensable.